

**Assemblée des Premières Nations
Québec-Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, bureau 201
Wendake (Québec) G0A 4V0
Tél. : 418-842-5020 • Téléc. : 418-842-2660
www.apnql-afnql.com

**Assembly of First Nations
Quebec-Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, Suite 201
Wendake, Quebec G0A 4V0
Tel.: 418-842-5020 • Fax: 418-842-2660
www.apnql-afnql.com

Le 29 novembre 2016

CTE – 044M
C.P. – P.L. 102
Régime d'autorisation
environnementale
TEXTE FRANÇAIS

À l'attention de la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale.

Étude en Commission parlementaire de l'Assemblée nationale du Québec du projet de loi 102 intitulé : *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert.*

Madame,
Monsieur,

Le 7 juin 2015, le Ministre du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques déposait son projet de loi 102 modifiant la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Bien que la LQE ait connu certains changements depuis 1972, elle demeure une loi ancienne qui n'a pas connu de modernisation de fond depuis plus de 40 ans. Ce temps écoulé rend d'autant plus grande la nécessité de conduire à de véritables changements notamment en ce qui a trait à la reconnaissance et au respect des droits et intérêts des Premières Nations.

En préalable, l'APNQL tient à rappeler que l'étude en commission parlementaire ne constitue pas un processus adéquat pour la consultation des Premières Nations qui doit se faire de manière directe, spécifique et en amont des processus. Au regard du contexte actuel, nous déplorons grandement la tendance du gouvernement du Québec à faire fi des Premières Nations et de ses obligations envers elles. À l'heure où le gouvernement fédéral déploie des efforts afin de construire une véritable relation de nation à nation avec les peuples autochtones, le gouvernement du Québec accuse un réel retard en la matière. Cette tendance se maintient dans le contenu même de ses récents projets de loi, et le projet de loi 102 ne fait pas exception.

Le projet de loi 102, comme tout autre projet de loi présenté à la législature provinciale affectant le territoire et les ressources, doit obligatoirement prendre en considération les droits territoriaux des Premières Nations. Or, tel que déposé, bien que proposant des mesures innovatrices au plan environnemental, celui-ci ne remplit pas les conditions d'une relation territoriale respectueuse et mutuellement profitable entre les Premières Nations et le Québec.

Il ne contient aucune mesure ni avancée quant à l'intégration et la reconnaissance des droits des Premières Nations, alors même que le gouvernement fédéral examine les moyens de mettre en œuvre et d'intégrer les principes de la DNUDPA dans ses processus environnementaux et réglementaires.

L'intégration et la reconnaissance des droits peuples autochtones est un enjeu majeur pour le Québec, tant au niveau environnemental, économique que social. Ainsi, nous ne pouvons que déplorer l'absence complète d'un chapitre distinct et de mention directe des Premières Nations et de leurs droits au sein de ce projet de loi qui constituerait pourtant une opportunité concrète de rapprochement et de collaboration à partir de nos enjeux territoriaux fondamentaux mutuels.

Le MDDELCC doit se positionner clairement afin de reconnaître que le processus d'évaluation environnementale de projets assujettis doit nécessairement tenir compte du titre aborigène, des droits ancestraux et issus de traités et reconnaître les responsabilités des Premières Nations vis-à-vis de leurs territoires traditionnels. Ceci passe notamment par :

- L'intégration, dans le projet de loi 102 et ultimement dans la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE), d'un chapitre distinct traitant spécifiquement des Premières Nations et reconnaissant les droits et la présence des Premières Nations sur l'ensemble du territoire
- L'engagement du gouvernement provincial à mettre en œuvre une politique de consultation distincte des Premières Nations relative aux processus d'évaluation environnementale qui doit figurer de manière explicite dans la future Loi.
- La consultation adéquate et de bonne foi des Premières Nations, dans des délais qui tiennent compte des réalités de nos communautés, quant aux futurs règlements visant l'application de la LQE.

Nous tenons également à faire part de nos préoccupations concernant l'ampleur des pouvoirs discrétionnaires confiés au ministre et celle des restrictions apportées aux évaluations menées par le BAPE.

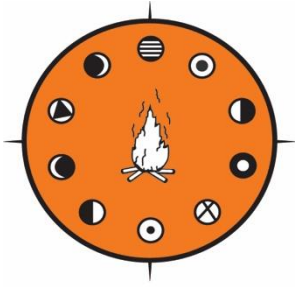
Lors de la présentation de son projet de loi, le ministre Heurtel soutenait vouloir «... doter le Québec d'un régime d'autorisation environnementale moderne, clair, prévisible, optimisé et conforme aux plus hauts standards en matière de protection de l'environnement. ». Ceci ne pourra se faire sans une collaboration étroite des Premières Nations.

Nous espérons pouvoir assister à un véritable changement et demandons à ce que cette Loi intègre de manière formelle la reconnaissance des droits et intérêts des Premières Nations, pour le bénéfice de tous et le développement durable de nos territoires.

Dans la paix et l'amitié,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'G. Picard'.

Ghislain Picard
Chef de l'APNQL



**Assemblée des Premières Nations
Québec-Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, bureau 201
Wendake (Québec) G0A 4V0
Tél. : 418-842-5020 • Téléc. : 418-842-2660
www.apnql-afnql.com

**Assembly of First Nations
Quebec-Labrador**

250, Place Chef Michel Laveau, Suite 201
Wendake, Quebec G0A 4V0
Tel.: 418-842-5020 • Fax: 418-842-2660
www.apnql-afnql.com

CTE – 044M
C.P. – P.L. 102
Régime d'autorisation
environnementale
TEXTE ANGLAIS

November 29, 2016

To the attention of the Committee on Transportation and the Environment of the National Assembly.

Examination in Parliamentary Committee of the National Assembly of Québec of Bill 102 entitled: *An Act to amend the Environment Quality Act to modernize the environmental authorization scheme and to amend other legislative provisions, in particular to reform the governance of the Green Fund*

Dear Sir or Madam,

On June 7, 2015, the Ministre du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques tabled Bill 102 to amend the *Environment Quality Act*. Although the EQA has undergone some changes since 1972, it remains an old law that has not undergone substantive modernization for more than 40 years. This length of time makes the need for real change, especially with respect to the recognition of and respect for the rights and interests of First Nations, all the more important.

At the outset, the AFNQL would like to state that an examination in parliamentary committee is not an adequate process for consultation with First Nations, which must be carried out through a direct, specific and upstream process. In light of the current situation, we greatly deplore the Quebec government's tendency to ignore First Nations, and its obligations to them. At a time when the federal government is making efforts to build a genuine nation-to-nation relationship with Aboriginal peoples, the Quebec government is lagging behind. This tendency is strengthened by the very content of its recent bills, and Bill 102 is no exception.

Bill 102, like any other bill presented to the provincial legislature affecting the territory and resources, must necessarily take into account the territorial rights of the First Nations. As tabled, although proposing innovative measures on an environmental level, it does not fulfill the conditions for a respectful and mutually beneficial territorial relationship between the First Nations and Quebec. It does not contain any action or make any progress on the integration and recognition of First Nation rights, even though the federal government is looking at ways to implement and integrate the principles of UNDRIP in its environmental and regulatory processes.

The integration and recognition of Aboriginal peoples' rights is a major challenge for Quebec, environmentally, economically and socially. Thus, we can only deplore the complete absence of a separate chapter and direct mention of First Nations and their rights in this bill, which would otherwise constitute a concrete opportunity for rapprochement and collaboration based on our mutual fundamental concerns about the territory.

The MDDELCC must clearly position itself in order to recognize that the environmental assessment process for subject projects must necessarily take into account aboriginal title, aboriginal and treaty rights, and to recognize the responsibilities of First Nations vis-à-vis their traditional territories. This includes:

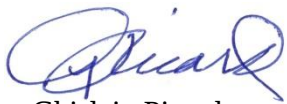
- The inclusion in Bill 102 and ultimately in the *Environment Quality Act* (EQA) of a separate chapter specifically addressing First Nations and recognizing the rights and presence of First Nations on the entire territory.
- The commitment of the provincial government to implement a distinct First Nations consultation policy concerning the environmental assessment processes that must be explicitly mentioned in the Act.
- Adequate and good-faith consultation of First Nations, within timelines which take account of the realities of our communities, regarding future regulations for the application of the EQA.

We also want to mention our concerns about the extent of the discretionary powers entrusted to the Minister and the restrictions brought to the processes of the assessments led by the BAPE.

In presenting his bill, Minister Heurtel said that he wanted to "... provide Quebec with a modern, clear, predictable, optimized environmental authorization regime, while maintaining the highest standards of environmental protection." This will not happen without the close cooperation of First Nations.

We hope to see real change and ask that this Act formally incorporate the recognition of the rights and interests of First Nations, for the benefit of all and the sustainable development of our territories.

In peace and friendship,



Ghislain Picard
Chief of the AFNQL